 <b>GOUVERNEMENT</b> <small>Liberté Égalité Fraternité</small>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

<b>Cadre réservé à l'autorité environnementale</b>		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>1. Identification de la personne publique responsable</b>
Dénomination
Commune de Charancieu
SIRET/SIREN
21380080800015
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Charancieu, 305 route du village, 38490 Charancieu
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Christian Guttin, maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Emmanuelle Delprée, 3BIS (AtelierBDa)
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
0677427217 ; e.delpree@atelierbda.fr
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU

<b>2.2 Intitulé du document</b>
PLU de Charancieu
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
Approbation 22 Mars 2016 ; <a href="#">Urbanisme – Charancieu.....Village tourné vers l'Avenir (mairie-charancieu.fr)</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de Charancieu
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
Secteur concerné par les OAP centre-bourg + zone d'activité des Eplagnes

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône Alpes approuvé le 28 Mai 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de la Région Urbaine Grenobloise approuvé le 21 Décembre 2012
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Schéma de secteur Pays Voironnais, SAGE de la Bourbe

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
27/01/2014
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification de droit commun
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
RGP2019 : 767 habitants

<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>				
Superficie totale (en hectares)	554 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	U habitat : 34.4ha U économie : 33.9 ha	68.3 ha soit 12.35%	68.37ha	12.34%
zones 1 AU	1.3ha	0.23%	1.23ha	0.22%
zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	428.7	77.52	428.7	77.52
zones N	55.7	10.06	55.7	10.06
Total	554	100	554	100
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				



Passer de 1350 m<sup>2</sup> de consommation /logt à 800 m<sup>2</sup> max ; surface libre à proposer au PLU : 3.5 ha (comprenant logement et équipements) ; prévoir à minima 50% des futurs logements dans le centre bourg et permettre cette densité par le biais d'un secteur d'urbanisation dans le centre bourg, avec diversification de l'habitat (au moins 2/3 d'habitat groupé ou collectif)

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

##### **OAP du centre bourg :**

- Revoir l'organisation de la zone 1AU du centre bourg pour permettre sa faisabilité technique et financière sans en changer les objectifs principaux en matière de logements (densité, diversification, aspect) et d'équipements
- Prendre en compte les aménagements déjà réalisés sur le secteur destiné aux équipements publics

##### **ZA des Eplagnes (zones Uz et leurs indices) :**

- Imposer un recul plus important des constructions de la ZA des Eplagnes / RD10758 pour réduire les surfaces imperméabilisées, permettre davantage de végétation et améliorer sécurité (visibilité / RD1075) et meilleure organisation et offre de stationnement des entreprises
- Maintenir une bande de recul / limites latérales pour préserver les accès et permettre une meilleure utilisation des fonds de parcelles (stationnement, déchargement)
- Adapter les règles en fonction du contexte bâti existant pour une meilleure intégration des constructions
- Intégration de l'arrêté 38-2022-04-15-00007 portant révision du classement sonore des infrastructures de transport qui concerne la ZA des Eplagnes

**Règles sur les clôtures** en zones urbanisables et pour l'habitat en zone N et A, pour éviter les matériaux qui ne tiennent pas dans le temps et favoriser la biodiversité dans les plantations

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐Oui

☐Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### 4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐Oui

☒Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non



Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur**

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

#### **4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**

☐ Oui

☒ Non

**Si oui, préciser les effets**

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### **5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**

#### **5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 zones humides sont répertoriées, Celle du Marais du Clandon (la plus importante) et celle de Pré Noir, toutes les deux en limite communale Nord avec les Abrets. En plus de ces deux principales et ceci lié à l'aspect collinaire du territoire, d'autres zones humides ont été identifiées au PLU,



			dans le cadre de l'état initial de l'environnement, par une trame spécifique permettant de les repérer et de les protéger dans le PLU. Elles sont situées au sein espaces agricoles ou naturels (urbanisation éloignée)
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au SRCE, le territoire n'est pas concerné par des corridors mais la commune présente de grands espaces agricoles et espaces perméables. Sur la base de rencontre avec les chasseurs, le PLU a déterminé des zones corridors Aco et Nco avec une réglementation spécifique pour favoriser les déplacements de la faune. Un espace de biodiversité concerne la zone humide auquel se superpose la ZNIEFF et a été repéré comme zone humide (marais de Clandon). Les cours d'eau ont été classés en N ou A.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par une ZNIEFF de type 1 qui se superpose en partie à la zone humide (marais de Clandon) qui a été traitée dans le PLU dans le cadre de la zone humide (éloignée de l'urbanisation)
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			



	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une carte d'aléas de risques naturels a été réalisée en parallèle de l'élaboration du PLU

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

<b>6. Auto-évaluation</b>
<p>L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Octobre 2022
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée

<b>8. Annexes</b>
-------------------



### 8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet Consultable sur URBANISME: PLU – Charancieu.....Village tourné vers l'Avenir (mairie-charancieu.fr)</i>	<input type="checkbox"/>

### 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant


Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. <b>CHARANCIEU</b>	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. <b>02/11/2022</b>
Nom	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. <b>GUTTIN</b>	Prénom	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. <b>Christian</b>
Qualité	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. <b>MAIRE</b>		
Signature			



**Règlement zones Ua, Ub, 1AU et  
habitat en zone A et N :  
Aspect des clôtures modifié**

**Evolution de  
l'organisation de la zone  
1AU couverte par l'OAP  
en la scindant en 2 zones  
1AU (a et b) et en  
reclassant environ 4000  
m<sup>2</sup> déjà aménagés  
(parking public) en Ua**



**Zone d'activités des Eplagnes (zones Uz) :**

- Augmentation du recul / RD1075
- Maintien d'un recul en limite séparatives latérales
- Prise en compte du contexte bâti pour les hauteurs maximales de constructions (impliquant une règle différente en les deux zones Uz reclassées en Uza et Uzb)
- Intégration révision arrêté infrastructures sonores

- Démembrement des zones d'activités (ZACOM 2 au DAC)
- Construction d'un bâtiment de hauteur maximale de 10m (hors 10m de hauteur)
- Construction d'un bâtiment de hauteur maximale de 10m (hors 10m de hauteur)
- Construction d'un bâtiment de hauteur maximale de 10m (hors 10m de hauteur)
- Construction d'un bâtiment de hauteur maximale de 10m (hors 10m de hauteur)

Commune de **Charancieu**  
(Département de l'Isère - 38)

**Plan Local d'Urbanisme**

Document graphique

**ELEMENTS DE ZONAGE**

- Ua** Zone urbanisée, à vocation principale d'habitat, à caractère urbain irrégulier plutôt dense
- Ub** Zone urbanisée, à vocation principale d'habitat, de densité faible
- Ub2** Groupements urbanisés, à vocation principale d'habitat, situés dans un environnement à préserver (agricole ou naturel), qu'il convient de contenir
- Uz2** Zone à vocation d'activités économiques en ZACOM 2 au DAC (commerces de proximité autorisés)
- Uz3** Zone à vocation d'activités économiques en ZACOM 3 au DAC
- 1AU** Zone AU "souple" suffisamment desservie en périphérie, à vocation principale d'habitat et d'équipements
- N** Zone à caractère naturel et forestier
- Nco** Zone naturelle correspondant à un corridor biologique
- A** Zone agricole où les nouvelles constructions à vocation agricoles sont autorisées
- Aco** Zone agricole correspondant à un corridor biologique
- Ao** Zone agricole d'intérêt paysager où les nouvelles constructions, y compris à usage agricole, sont interdites (non déterminées pour l'instant)

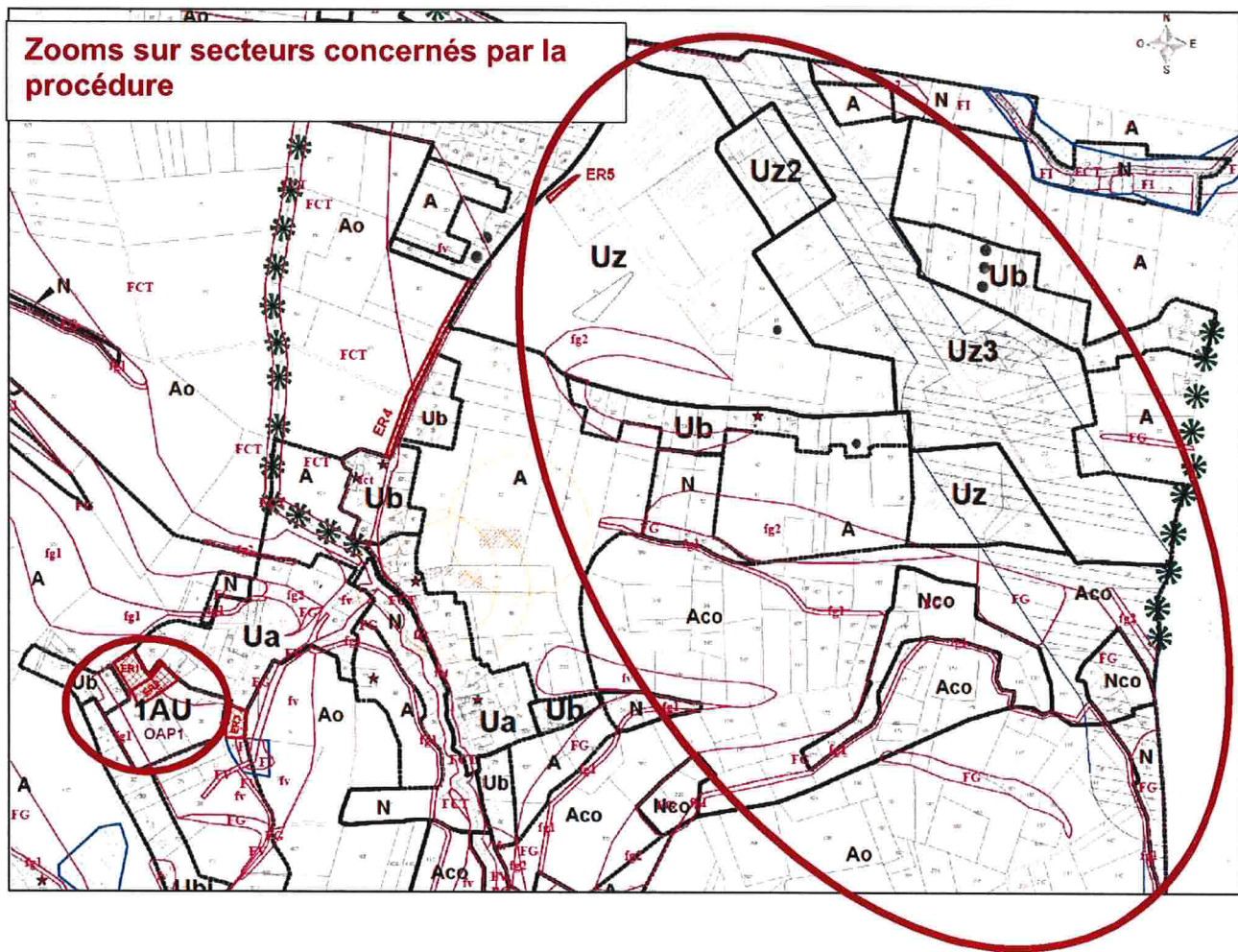
- Emplacements réservés**
- OAP** Secteur faisant l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation
- Eléments repérés au titre de l'article L123-1-5 7°**
- Zones humides**
- Haies**
- Constructions typiques de l'architecture locale**

**RISQUES NATURELS (report zonage carte d'aléas, réalisée en octobre 2013)**

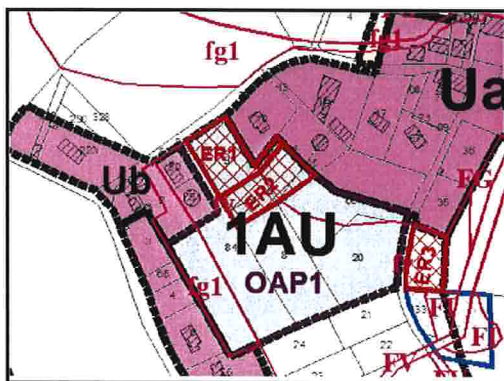
- F** Zones inconstructibles
- f** Zones constructibles
- Nature du risque :**
- c / C** Crue rapide des rivières
- i / I** Inondation en pied de versant
- t / T** Crue des torrents et ruisselleux torrentiels
- v / V** Ravinement et ruissellement sur versant
- g1 / g2 / G** Glissements de terrain

**Localisation des secteurs concernés par la procédure (fond PLU 2016)**

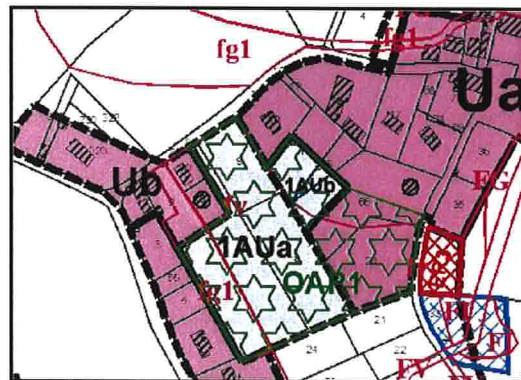




**Extraits avant /après évolution des documents graphiques du PLU :**



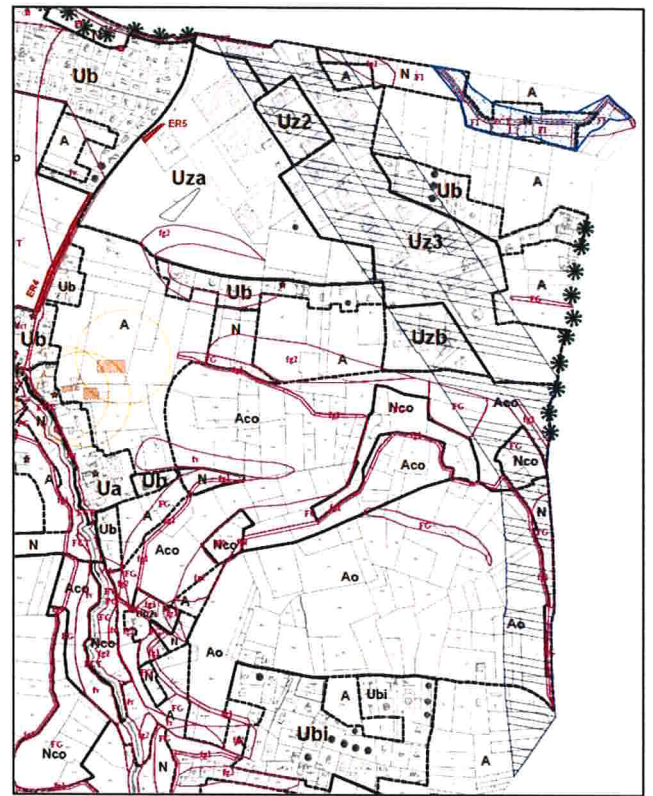
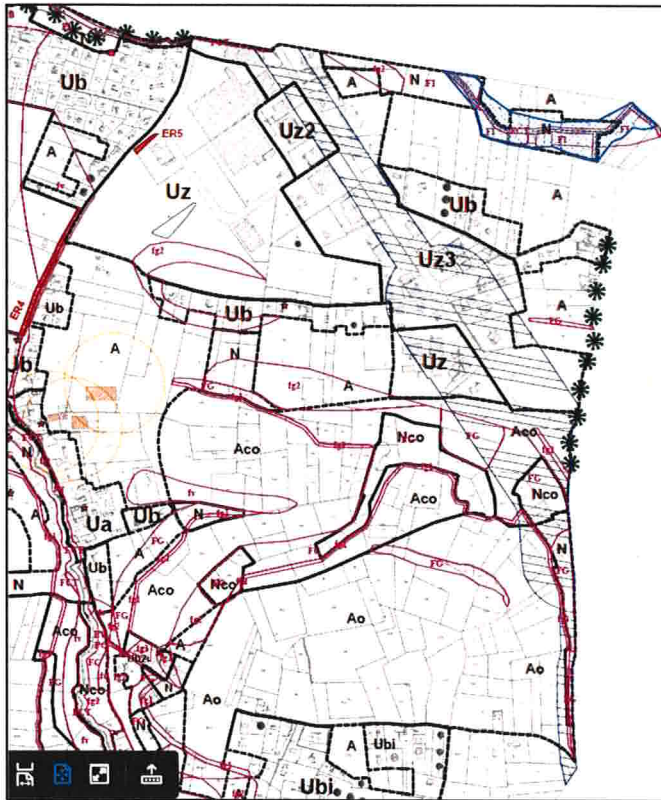
**PLU approuvé en 2016**



- Suppression ER1 et ER2 sur zone 1AU
- Redécoupage de la zone avec intégration de la partie déjà aménagée en Ua, et le reste scindé en zone 1AUa et 1AUb

*par la modification de droit commun envisagée*





**PLU approuvé en 2016 : portions à 30m et à 100m le long de la RD1075**

- **Modification du périmètre impliquant des dispositions d'isolement acoustique sur une bande de 100m sur la totalité de la traversée du territoire par la RD1075**
- **Classement de Uz en Uza de la zone limitrophe des Abrets et de Uz à Uzb de la zone la plus au sud (pour différencier les règles de hauteur, sans changer le périmètre)**

## 1. Rubrique 6 du formulaire : auto-évaluation

### 1.1 Les effets notables probables sur l'environnement

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ainsi que le présent formulaire ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

### 6.2. L'auto-évaluation

*L'article R. 104-34 du code de l'urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue d'une auto-évaluation qui conclut à l'absence d'incidences sur*



*l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).*

*Les questions qui suivent, non exhaustives, ont pour objet d'aider la personne publique responsable à réaliser l'auto-évaluation de la procédure en cours. Elles ont pour objet d'aider à mener une réflexion en 3 temps :*

- La procédure projetée a-t-elle une incidence sur la thématique considérée ?*
- Cette incidence est-elle notable sur la thématique considérée ?*
- La somme des incidences sur l'ensemble des thématiques caractérise-t-elle une incidence notable ?*

*Pour chaque thématique considérée, il convient de prendre en compte les incidences induites par la procédure en cours et d'apprécier, le cas échéant, les incidences cumulées.*

*L'ensemble des réponses à ces questions n'a pas vocation à figurer dans la rubrique 5. Seuls les éléments pertinents en rapport avec la procédure qui permettent de justifier l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale doivent figurer dans la rubrique 6.*

*Les précisions apportées dans la rubrique 6 permettent de fournir une grille d'analyse pour déterminer si la procédure projetée a des incidences notables probables sur l'environnement en fonction des enjeux environnementaux identifiés.*

### **6.3. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000**

Le territoire communal, ni celui des communes voisines ne sont concernés par un site Natura 2000

### **6.4. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?**

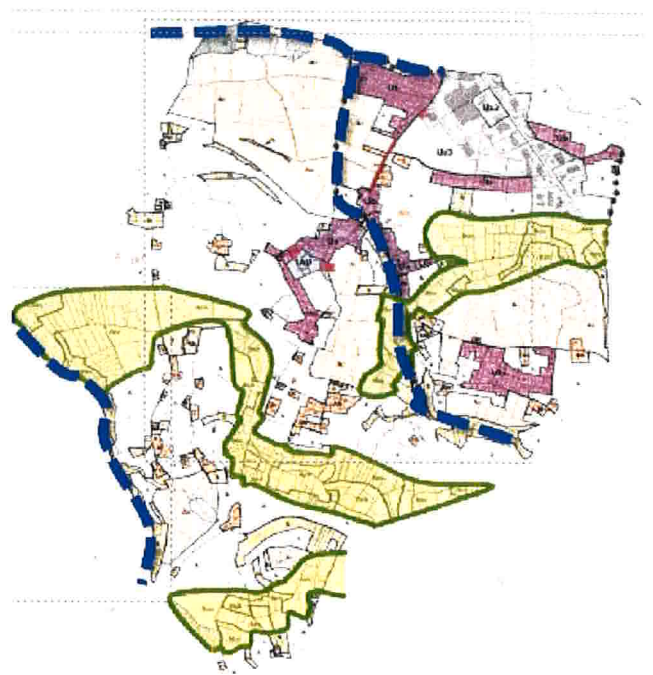
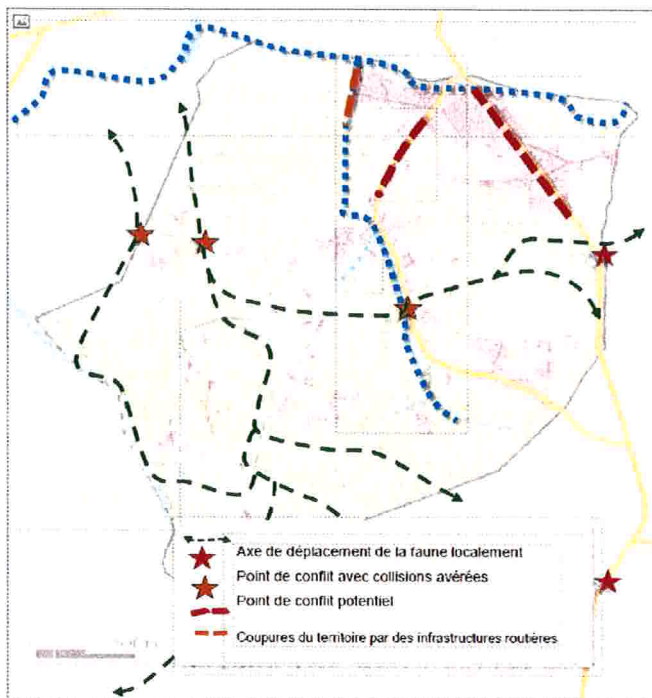
Aucune zone du PLU n'est modifiée par la présente procédure.

Les secteurs concernés sont :

- Soit un secteur déjà urbanisé (zones des Eplagnes)
- Soit un secteur en périphérie immédiate du bourg dont l'environnement proche est constitué pour l'essentiel de secteurs déjà urbanisés. Il côtoie sur l'Est et l'Ouest des espaces agricoles qui le resteront.

**Extrait du rapport de présentation PLU approuvé en 2016 : « Traduction des corridors biologiques et de la trame verte et bleue »**





S'agissant de secteurs déjà urbanisés ou situés au sein d'une urbanisation, ils ne sont pas concernés par les déplacements de la faune qui préfère les espaces ouverts que présentent les grands espaces agricoles du territoire, les lisières boisées des ruisseaux ou les pentes non exploitées par l'agriculture.

Une zone humide se situe en contrebas de la zone 1AU de l'autre côté du chemin du Vignay. Elle est alimentée par une source en zone agricole qui se situe au Sud-Est de la zone 1AU. L'urbanisation de la zone 1AU telle que prévue au PLU approuvée en 2016 autant que celle qui est prévue par la présente procédure n'affectera pas ce réservoir de biodiversité.

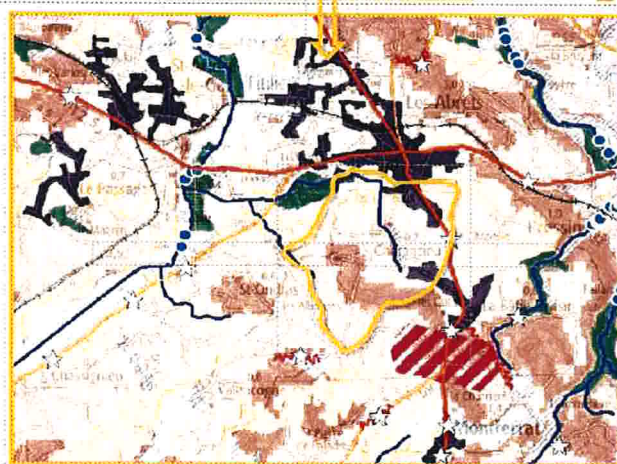
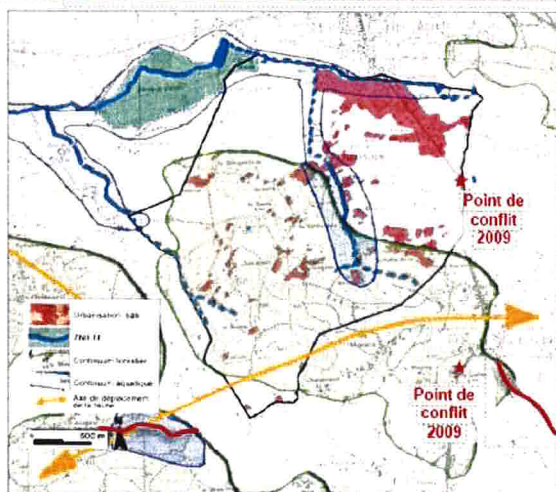
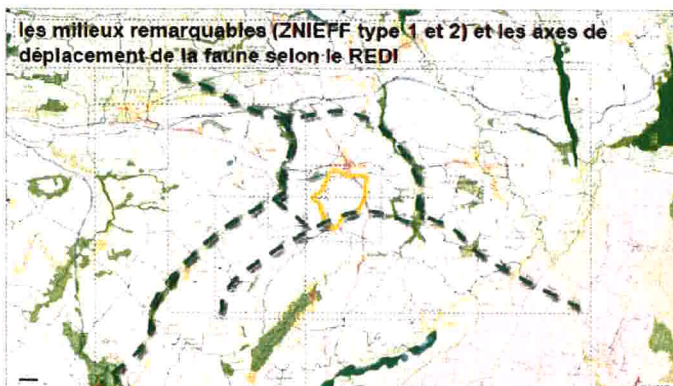
Par ailleurs, les modifications du règlement :

- concernant les clôtures permettront aussi une diversification plus importante des haies en imposant au moins 3 espèces végétales dont la 1/2 caduques permettant de maintenir une biodiversité en milieu urbanisé
- concernant les reculs plus importants / RD1075, si l'objectif est de permettre de mieux organiser et développer l'offre en stationnement, ces règles permettront davantage d'espaces végétalisés et plantés dans la zone d'activités sachant que le PLU initial impose des surfaces imperméables à hauteur de 50% des surfaces libres de construction et 10% de surfaces plantées.

**Extrait du rapport de présentation PLU approuvé en 2016 : « Patrimoine naturel »**



## LE PATRIMOINE NATUREL



### 6.5. La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

La procédure n'entraîne pas de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Le reclassement de zones concerne un basculement d'une partie de la zone 1AU en Ua + 1AUa + 1AUb, et, le basculement des 2 zones Uz en Uza et Uzb sans en changer les périmètres.

Elle respecte les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain énoncés dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD-art. L. 151-5 du code de l'urbanisme) du PLU ou le document d'orientation et d'objectifs (DOO – art. L. 141-6 du code de l'urbanisme) du SCoT

Pour la zone 1AU, elle a essentiellement pour objectifs de réorganiser le développement avec les mêmes objectifs en termes logements, densité, diversification, suite à l'acquisition de terrain par la collectivité et à l'aménagement du chemin du Vignay qui impliquent notamment un autre positionnement des équipements publics, aujourd'hui aménagés en partie (et donc reclasser en Ua), plus sécurisés pour les habitants et les écoliers.

Pour les zones Uz, le fait de maintenir un recul sur les limites séparatives latérales permettra d'avoir une meilleure accessibilité aux fonds de parcelles et donc d'utiliser ces espaces déjà artificialisés pour les besoins des entreprises.

### 6.6. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?



Une zone humide se situe en contrebas de la zone 1AU de l'autre côté du chemin du Vignay. Elle n'est pas identifiée par un SDAGE, un SAGE ou autre. Elle est issue des investigations sur le terrain lors de l'élaboration du PLU approuvé en 2016 dans le cadre de l'état initial sur l'environnement.

Il était important de la signaler au PLU du fait de sa proximité avec des espaces urbanisés et de l'exploitation des terres agricoles qui se pratique sur le terrain. Toutefois, elle est alimentée par une source qui se situe en zone A au Sud-Est de la zone 1AU. L'urbanisation de la zone 1AU telle que prévue au PLU approuvée en 2016 autant que la nouvelle organisation du secteur prévue par la présente procédure n'affectera pas ce réservoir de biodiversité.

A noter que les OAP du PLU approuvé en 2016, reprises dans le cadre de cette procédure, insiste sur la gestion des eaux pluviales (à l'appui d'une notice règlementaire de gestion des eaux pluviales réalisées en parallèle de la carte d'aléa dans le cadre de l'élaboration du PLU) : les 2 thématiques risques naturels et gestion pluviales ont été étudiés ensemble, le territoire étant concerné par des eaux de ruissellement entraînant des risques de glissements. Toutefois, les eaux de ruissellement ont tendance à s'écouler au Nord-Ouest de la zone 1AU, c'est-à-dire à l'opposé de la zone humide.

### **6.7 La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?**

La procédure n'a pas d'impact direct ou indirect sur un périmètre de protection (immédiat, rapproché ou éloigné) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine (aucun périmètre sur le territoire communal).

L'alimentation en eau potable de la commune de Charancieu est gérée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de La Bièvre et du Val d'Ainan, regroupant 17 communes soit 17229 habitants (SDAEP en cours en 2013). Charancieu est sur le moyen service, alimenté principalement par la ressource de Saint Sulpice.

Le PLU précisait en 2016 que la ressource étant estimée à 8030 m<sup>3</sup>/j en période d'étiage, l'adéquation entre celle-ci et les besoins (calculés à l'horizon 2030) était équilibrée avec un solde positif de 650 m<sup>3</sup>/j.

La présente procédure n'entraînera pas d'augmentation de population ou de nouvelles activités telles que prévues au PLU approuvé en 2016, et donc pas de besoins supplémentaires que ceux exposés dans le bilan ressources / besoins du PLU.

Par ailleurs, la procédure n'a pas pour objet de permettre des extensions, annexes et piscines en zone agricole (« zone A ») ou en zone naturelle (« zone N »).

### **6.8 La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?**

La commune a réalisé un schéma directeur des eaux pluviales en 2013. Il a fait l'objet d'une enquête publique conjointe au PLU et a été approuvé dans le même temps. Ainsi, le PLU approuvé en 2016 s'appuie sur ce document.

Ce schéma directeur soulève qu'en dehors de quelques aménagements locaux de réseaux EP au droit de la voirie, il n'apparaissait pas logique d'augmenter sensiblement les apports au droit des cours d'eau qui drainent le territoire de Charancieu, par la réalisation de nouveaux réseaux onéreux. En effet, les apports de la quasi-totalité du territoire (hors BV5 marginal) drainés par les ruisseaux du Biol et du Ronceveau implique des risques de débordements au niveau de la zone d'activités ou vont alimenter la Bourbe, dont les débordements intéressent eux même de nombreuses autres zones urbanisées.



Le schéma d'eaux pluviales définit différentes zones selon les possibilités d'infiltration. Pour ce qui les secteurs concernés par la procédure de modification, les tranchées d'infiltrations sont prévues sur la zone des Eplagnes.

La zone 1AU ainsi qu'une bande Nord de la zone des Eplagnes est en zone à perméabilité médiocre à faible. Elle peut être moyenne mais avec un contexte morphologique défavorable avec par exemple venue d'eau souterraine ou talus importants, c'est notamment le cas de la zone 1AU.

Les projets dans ces zones nécessitent une étude géotechnique obligatoire sur le traitement des eaux pluviales retranscrite dans le règlement du PLU approuvé en 2016 et des OAP du centre bourg. Par ailleurs, l'amont de la zone 1AU est en zone où l'infiltration est interdite et cela a été retranscrit dans les OAP par une zone non aedificandi. Bien entendu, ces dispositions sont maintenues dans le cadre de la procédure de modification de droit commun.

A noter que la surface de parking communal situé sur la zone a été réalisé de manière perméable (enherbé) (opération 1 dans les OAP), les opérations 1 et 3 nécessiteront une étude de terrain spécifique et l'opérateur de l'opération 3 a prévu si nécessaire de réaliser un bassin de rétention dimensionné à l'opération.

### **6.9 La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?**

La commune est équipée d'un réseau séparatif sur une partie importante du Bourg. Sur une longueur totale du réseau communal de 3 055 ml, 95% est de type séparatif et 5% de type unitaire.

Le collecteur principal est situé sous la RD 1075, et il est raccordé au réseau de Charancieu, qui amène les effluents à la station d'épuration des Avenières. Cette dernière est gérée par le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Abrets et Environs. Le taux de raccordement communal est de 30% (soit 139 abonnés en 2011). En termes d'équivalent/habitant, cela représente 269.

L'ensemble du réseau a fait l'objet d'une visite nocturne et n'a pas mis en évidence d'eaux claires parasites par temps sec.

Le schéma directeur a fait l'objet d'une révision en 2016 lancée par le Pays Voironnais qui en a la compétence.

La plaine qui inclue la zone des Eplagnes comme le centre bourg qui comporte la zone 1AU du centre bourg sont en zone d'assainissement collectif.

Suite à la présente modification, la zone 1AU comme la zone d'activités des Eplagnes n'amèneront pas d'avantage de population ou d'activités que ce qui était prévu au PLU approuvé en 2016 et les capacités d'assainissement ne sont pas remises en cause par cette procédure.

### **6.10 La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?**

La procédure ne concerne pas un secteur qui fait l'objet d'une protection particulière (site patrimonial remarquable prévu à l'article L. 631-1 du code du patrimoine, monument historique, site classé ou inscrit, etc.). Aucune de ces protections ne s'applique sur le territoire.

Le territoire fait partie de l'unité paysagère « Sud-Ouest des terres froides » présentant une typologie de paysages agraires, appelé aussi « Pays de collines ». Le PLU dès sa conception a pris en compte la trame agraire du paysage local avec notamment des principes ou règles concernant la valorisation des paysages, des hameaux et du bâti typique. La présente modification n'a pas d'impact sur les principes développés dans le PLU.

Pour la zone des Eplagnes, les quelques modifications du règlement permettront de valoriser le secteur avec une meilleure prise en compte du contexte urbain et bâti (reculs, hauteur des constructions).

### **6.11 La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?**

Le territoire est concerné par :

- 3 anciens sites industriels et activités de service (sur l'axe de la RD1075) (CASIAS)
- 5 installations classées sur la commune dont 2 installations industrielles rejetant des polluants (usine non SEVESO)

Toutefois, la procédure ne concerne pas des secteurs soumis à des servitudes liées à des pollutions.

Le territoire ainsi que la procédure ne concernent pas des carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières, ni un projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire.

### **6.12 La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?**

Les pollutions et risques de pollution sur le territoire peuvent être liées à plusieurs sources :

- Les activités industrielles artisanales et commerciales avec 3 ICPE sur la zone des Eplagnes
- Les déplacements motorisés qui engendrent émissions de GES et particules
- Les émissions dues au chauffage domestique et aux activités artisanales et industrielles
- Les pollutions agricoles

Le secteur concerné par les OAP du bourg n'est pas soumis à des nuisances particulière (pollutions diverses, nuisances sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives, etc.), et elle n'est pas susceptible d'entraîner de telles nuisances si ce n'est par les déplacements locaux d'une vingtaine de foyers supplémentaires ou par le chauffage domestique qui étaient déjà prévues au PLU approuvé en 2016. Les équipements à créer sur la zone permettront à une majeure partie de la population actuelle ou à venir de s'y rendre à pied en toute sécurité.

Sur la ZA des Eplagnes, les nouveaux reculs imposés n'auront pas d'impact sur la fréquentation du site. A savoir que les disponibilités sont les mêmes qu'en 2016, c'est-à-dire rares, et que les autorisations concerneront essentiellement l'aménagement des entreprises déjà en place.

Concernant les nuisances sonores, la procédure reprend l'arrêté n°38-2022-04-15-00007 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère. Cet arrêté implique des mesures d'isolation phonique sur des bandes tout le long de la traversée de la RD1075 sur le territoire (zone des Eplagnes), plus importantes que celle reportées sur le PLU arrêté en 2016. Le nouvel arrêté sera désormais annexé au PLU en remplacement de l'ancien et les bandes reportées au document graphique. La procédure implique désormais une meilleure prévention concernant les nuisances sonores le long de la RD1075.

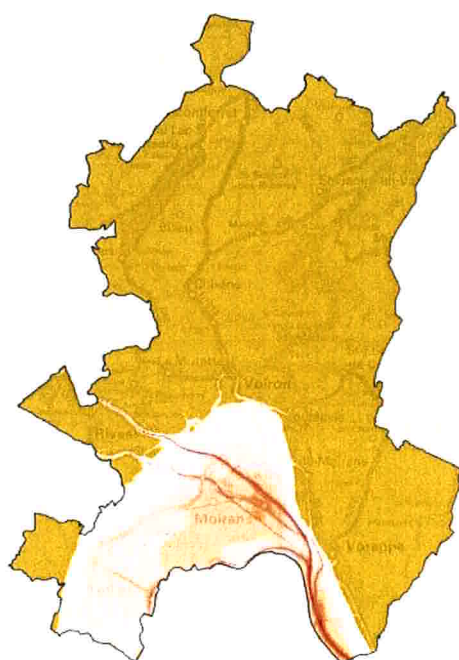
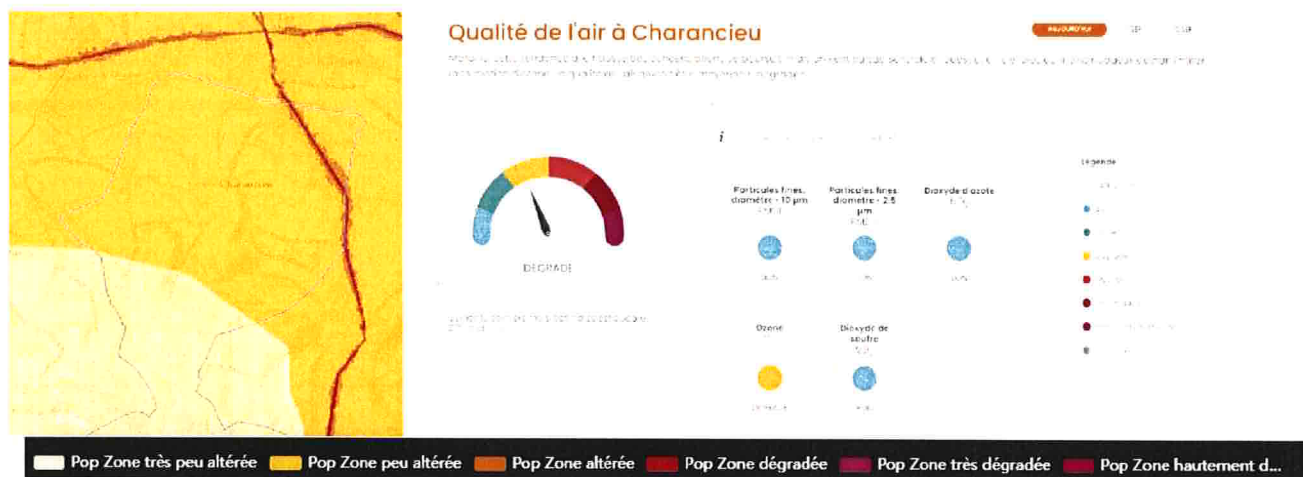
Concernant les risques naturels, une carte d'aléa a été réalisée lors de l'élaboration du PLU et a été annexée au dossier. Cette carte d'aléa a été associée à un schéma de gestion des eaux pluviales notamment du fait de risque de glissements de terrain. Le PLU approuvé prend les dispositions nécessaires pour la prévention des risques naturels au regard de la carte d'aléa et du schéma de gestion des eaux pluviales tant au niveau du PADD, que du règlement ou des OAP du centre bourg.



Ces mêmes dispositions restent inchangées dans la procédure de modification.

### 6.13 La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

Globalement, la qualité de l'air du territoire communal est en zone peu altérée, les secteurs les plus dégradés étant l'axe de la RD1075 du fait de la circulation et les activités artisanales et industrielles. Le territoire communal n'a pas fait l'objet d'un dépassement des valeurs limites réglementaires de la qualité de l'air récurrent et persistant.



Elaborée sur la base des cartographies annuelles de la qualité de l'air, la Carte stratégique air, présentée ci-dessous, couvre l'ensemble du Pays Voironnais.

- 7 - Zone de dépassement réglementaire
- 6 - Zone en dépassement réglementaire potentiel (90 à 100% VL)
- 5 - Zone en fort dépassement du seuil OMS Particules (> 120% OMS)
- 4 - Zone en dépassement modéré du seuil OMS Particules (115 à 120% OMS)
- 3 - Zone en dépassement assez faible du seuil OMS Particules (110 à 115% OMS)
- 2 - Zone en faible dépassement du seuil OMS Particules (100 à 110% OMS)
- 1 - Zone non touchée par un dépassement du seuil OMS

Il n'y a pas d'enjeux spécifiques relevés par schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ou le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le plan climat air énergie territorial (PCAET), le plan de protection de l'atmosphère.

La procédure n'aura pour effet ni d'améliorer ni d'aggraver la situation.

La procédure n'a pas d'influence sur la forme urbaine, sur la dispersion ou la concentration des polluants atmosphériques (exemple : rues en canyon) : les formes urbaines préconisées reprennent la typologie des constructions existantes dans le village à dominante rurale, avec des volumes de

## Annexe II

taille réduite (R+1+c maximum). Elle n'a pas non plus d'influence sur l'exposition de la population. Les personnes étaient peu exposées et le resteront avec une opération d'une vingtaine de logements seulement telle que prévue au PLU approuvé en 2016.

Le paysage général reste essentiellement ouvert, avec des mouvements de relief réduit qui n'impliquent pas de couloirs ou cuvettes propices à la concentration de polluants atmosphériques.

La procédure ne concerne pas l'implantation d'établissements sensibles (établissements de garde d'enfants, d'enseignement, de santé) aux abords d'une source de pollution (le long d'une infrastructure ou à proximité de zone d'activité émettrices de pollution, etc.).

La procédure n'a pas d'influence sur la mobilité, si ce n'est sur la sécurité tant :

- sur la zone 1AU ou la nouvelle implantation des équipements prévus ainsi que de la poche de stationnement public de capacité adaptée éviteront les conflits d'usage avec la dépose minute des écoliers dans un virage de la route du village et la traversée du futur quartier d'habitat. **Dans ce sens, la procédure améliore la situation**
- sur la zone des Eplagnes, l'augmentation du recul des constructions permettra de mieux organiser le stationnement, de renforcer ses capacités également et de permettre une meilleure visibilité au débouché sur la RD1075. **Dans ce sens, la procédure améliore la situation.**

### En conclusion :

La procédure envisagée n'a que peu d'incidences sur l'environnement et toutes ses thématiques associées. Ce sont des sujets qui avaient déjà été pris en compte lors de l'élaboration du PLU approuvé en 2016. Et la procédure concerne des secteurs déjà urbanisés (Eplagnes) ou situé dans un milieu déjà urbanisé (Centre bourg).

S'il y a des incidences, elles auront davantage pour effet d'améliorer la situation actuelle notamment par rapport au PLU approuvé en 2016 :

- sur les thématiques des nuisances sonores (zones des Eplagnes),
- le confort des habitants sur le futur quartier d'habitat de la zone 1AU en distinguant accès à l'habitat et accès aux équipements,
- en facilitant l'accès (et les déplacements) piétons aux équipements du centre bourg et notamment équipements scolaires et culturels en limitant une partie de la traversée du bourg (et nuisances de circulation pour les habitants actuels de la route du village)
- en sécurisant l'accès aux entreprises dans la zone des Eplagnes
- en augmentant les surfaces non imperméabilisées dans la zone des Eplagnes
- en maintenant des accès aux fonds de parcelles pour rentabiliser au mieux les espaces déjà artificialisés des entreprises de la zone des Eplagnes
- en incitant à des plantations plus diversifiées au sein des espaces urbanisés permettant de favoriser la biodiversité (habitat de la petite faune des milieux urbanisés)

Ces incidences mêmes positives restent réduites et justifient l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.